

## **LES SAHRAOIS DENONCENT LE CONTRAT D'ARMES PASSE ENTRE L'ESPAGNE ET LE MAROC**

# **“Le gouvernement espagnol se compromet”**

Le marché d'armes passé entre l'Espagne et le Maroc portant sur l'approvisionnement de ce dernier avec plus de 2000 véhicules blindés fait craindre le pire aux Sahraouis.

Le porte-parole du gouvernement a estimé que ce contrat trahit les véritables desseins des Espagnols.

Dans une déclaration signée par le porte-parole du gouvernement sahraoui, ce dernier explique que «l'importance et la nature de ce marché aussi bien que la conjoncture présente démontrent que contrairement à l'impartialité ou encore la position constructive en faveur d'une solution juste et pacifique au conflit du Sahara occidental, maintes fois réaffirmée, le gouvernement espagnol se compromet dans une stratégie visant à reconforter le régime marocain dans son escalade contre la légalité internationale et aux dépens de la stabilité du Nord-Ouest africain».

Ce que craignent les Sahraouis, c'est que cet équipement serve à la répression des Sahraouis, dans la perspective de la reprise de la

guerre. «L'équipement militaire semble être destiné à satisfaire les besoins précis de ses troupes d'occupation dans l'éventualité d'une reprise de la guerre au Sahara occidental.

Par cette décision, l'Espagne, non seulement contrarie les efforts de médiation des Nations-Unies et pour les perspectives de paix et de stabilité dans la région», note le porte-parole du gouvernement sahraoui qui estime que «renforcer les capacités offensives du Maroc, alors que celui-ci viole systématiquement les droits de l'homme dans les zones occupées et rompt avec la légalité internationale en reniant l'autodétermination du peuple sahraoui et les plans de l'ONU pour leur substituer une proposition d'autonomie basée sur la préservation et la négation du droit international, est une décision grave en contradiction avec la politique de neutralité et les principes

d'éthique et de respect de la légalité que le gouvernement socialiste prône».

Et d'ajouter que la conclusion de ce contrat implique «l'auto-exclusion de l'Espagne du groupe de pays amis du processus de paix ainsi que sa disqualification de toute médiation future dans le conflit». Ne perdant pas espoir de faire changer de position aux Espagnols, le gouvernement sahraoui en appelle à la société civile. «Face aux graves événements prochains qui vont marquer sans aucun doute le commencement d'une étape de plus dans l'interminable tragédie du peuple sahraoui qui dure depuis trois décennies à cause de la politique du gouvernement espagnol de l'époque, le gouvernement sahraoui et le Front Polisario appellent la société civile espagnole et toutes les forces politiques démocratique à intervenir en urgence pour stopper cette regrettable opération dont les effets sur la paix et la stabilité dans la région sont imprédictibles.» A bon enten-

N. I.

## **RECHERCHE ET EXPLOITATION DES HYDROCARBURES**

### **Nouvelle concession pour Sonatrach au Mali**

Sonatrach International Petroleum Exploration et Production (Sipex) a signé hier à Bamako une convention de concession portant sur le bloc 20 du Bassin Taoudenni au Mali pour la recherche et l'exploitation des hydrocarbures.

Le contrat a été signé par MM. Ahmed Diane Semega, ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau de la République du Mali et Mohamed Benhamou, directeur exécutif des activités internationales de Sonatrach.

A la faveur de cette convention, Sipex, filiale de Sonatrach pour les projets exploration et développement à l'international s'engage à réaliser sur une période initiale de quatre ans des travaux géologiques et géophysiques et un forage pour un montant minimum de 11,6 millions de dollars.

Le bloc 20 d'une superficie totale d'environ 118 000 km<sup>2</sup> est situé dans le bassin Taoudenni à la frontière algéro-malienne.

Avec ce nouveau contrat, Sonatrach renforce sa présence dans la région du Sahel. Le géant pétrolier algérien détient des participations à hauteur de 25% au Mali avec ENI et Baraka sur les blocs 1, 2, 3, 4 et 9 et au Niger avec le périmètre Karfa avec une participation de 100 %.

Des projets qui s'ajouteront aux autres en cours de concrétisation au Niger et en Mauritanie.

L. M.